

## ÉCONOMIE

## Forum CDG Prévoyance

## 30 ans maximum pour réussir le pari de la retraite pour tous



Abdelhafid Marzak | 24 juin 2019 à 18:03 |



Le Forum CDG Prévoyance s'est tenu hier à Rabat. Ph. Kartouch

Améliorer le taux de couverture, encourager les jeunes à penser à leur retraite très tôt, instaurer une pension minimum de vieillesse et un modèle de maisons de retraite... Les solutions pour prendre en charge les séniors sont multiples. Mais quelles que soient celles adoptées, le pays devra trancher rapidement. Car sa fenêtre de tir se rétrécit, de l'avis de l'ensemble des participants au Forum CDG Prévoyance, organisé hier à Rabat.

C'est un fait. Nos séniors ne sont pas tous égaux devant la retraite. Sur les 3,5 millions de personnes âgées de 60 ans et plus en 2017, 80% ne bénéficiaient pas d'une pension de retraite, soit 2,8 millions. Si la solidarité a toujours été le maillon fort de la société marocaine, celle-ci ne s'avère pas toujours efficace. Parfois, elle n'est tout simplement pas suffisante. Le sujet a été largement débattu lors du Forum CDG Prévoyance, organisé hier à Rabat, sur le thème «Notre rapport à notre retraite et à nos aînés». C'est irréversible. Le nombre de séniors continue de croître au Maroc. «À l'horizon 2050, le pays comptera un peu plus de 43 millions d'habitants et les 60 ans et plus en représenteront 10 millions, soit 23 à 24% de la population globale, contre 9% aujourd'hui et 7% en 1994», a déclaré Abdellatif Zaghnoun, DG de la CDG. Il est donc plus qu'urgent d'agir.

«La solidarité existera toujours au Maroc. Mais avec les changements de la société, la forme de cette solidarité change aussi. Dire que la solidarité n'a pas changé est dangereux pour la société et les séniors», a souligné Saâdia Radi, anthropologue et chercheuse associée au Laboratoire d'études politiques et de sciences humaines et sociales à l'Université internationale de Rabat. Parfois, malgré le soutien financier, matériel et logistique de leur famille, beaucoup de personnes âgées vivent seules. Il est par conséquent clair, pour des participants, que le Maroc se dirige inévitablement vers le développement des maisons de retraite. Reste à savoir vers quel modèle de ces établissements le Maroc doit-il évoluer. D'autant plus que les pays avancés ont compris que les modèles actuels n'étaient pas forcément adaptés. «Que faire pour les séniors qui veulent vieillir chez eux ?», s'interroge pour sa part Hélène Xuan, économiste déléguée générale Assurance et prévoyance sociale. Elle préconise une pension minimum de vieillesse.

Si en théorie les plus jeunes refusent toujours d'abandonner leurs aînés, dans les faits, il est très difficile pour beaucoup d'investir dans ses enfants tout en maintenant un bon niveau de prise en charge des séniors. «Une pension retraite permettrait d'éviter l'arbitrage entre la prise en charge d'un sénior ou le financement des études d'un enfant», explique Xuan. «L'épargne individuelle est également une solution. Elle permettrait d'alléger le fardeau que supportent les jeunes vis-à-vis des plus âgés», estime Didier Davydoff, fondateur et directeur de l'Observatoire européen de l'épargne (OEE).

Le taux de couverture de la retraite ne dépasse pas 42% de la population active occupée. Il faut donc l'améliorer. D'où la nécessité d'encourager les jeunes à s'inscrire dans le processus dès leur entrée sur le marché du travail. «Les entreprises privées et établissements publics doivent tenir des réunions internes pour sensibiliser les jeunes», suggère Nizar Bardai, fondateur du projet Parlement jeunesse Maroc. Mieux, l'éducation financière peut démarrer dès l'adolescence, ce qui permettrait de préparer les futurs actifs. Le Maroc ne disposerait que de 20 à 30 ans pour réussir le pari de la «retraite pour tous».